

Compte rendu rencontre "doléances"

20 février 2019 - 20 H
Au Cinéma "Le Foyer"

Denis ARNOUX, Maire, donne la parole aux présents (une cinquantaine, en majorité des retraités), se contentant d'inscrire les interventions des uns et des autres sur "paper board", sans imposer de thèmes.

Déclaration liminaire des gilets jaunes (cf. pièce jointe)

Retraites :

- indexation sur l'inflation ($\neq 0,3\%$), avec des hausses différentielles
- à l'avenir, retraite par capitalisation (exemple suisse)
- "livret A retraite" géré par l'État (et non pas par les banques)
- sans chômage, les retraites seraient assurées sans problème à l'avenir
- trop de petites retraites (moins de 800 €), surtout chez les femmes. Minimum nécessaire : 1 200 € par mois.
- inégalités entre fonctionnaires (calcul sur les 6 derniers mois) et les salariés du privé (25 meilleures années), mais certains fonctionnaires se font leur paie avec les primes, qui ne comptent pas pour la retraite.

Salaires :

SMIC à 1 800 € par mois

Échelle des salaires avec plafond.

Partage des richesses : patrons 33 %, salariés 33 %, actionnaires 33 %

Social :

- le social pénalise l'emploi : → arrêtons le social !
- attaquer le social c'est diviser le peuple face aux riches
- l'aide sociale est nécessaire pour se "relancer"
- l'uberisation et les travailleurs détachés entraînent une baisse de la protection sociale → boycott des GAFA
- suppression de la TVA sur les produits de première nécessité
- blocage des loyers
- comment vivre avec le RSA à 480 €/mois ?

Chômage : on n'en parle pas assez.

- la désindustrialisation de la France, au profit de la Chine, a fait croître le chômage
- problème de la qualification pour le travail manuel : les PME ne sont pas assez aidées par l'État, au contraire des grandes entreprises
- le service public de santé est en sous-effectif (délai d'attente aux urgences) : pas d'embauche avec les 35 heures
- certains services publics (La Poste, les impôts) sont en baisse d'activité
- compte formation trop faible pour une réorientation

Impôts :

- rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF)
- les classes moyennes paient "plein pot" (suppression de l'ISF et de la taxe d'habitation)